

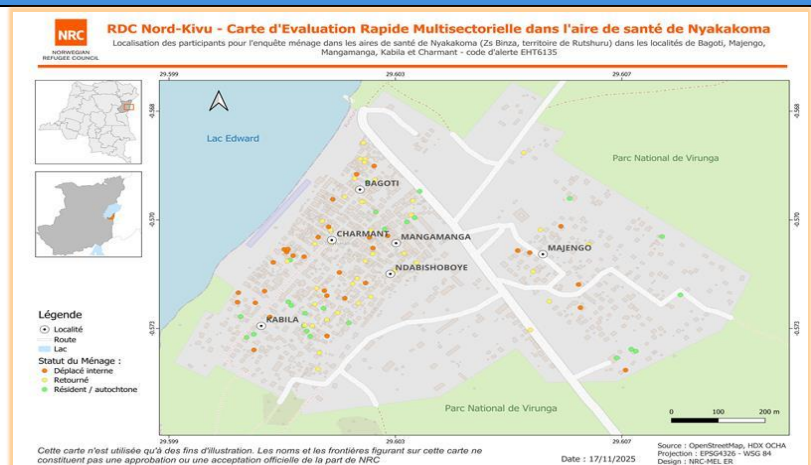
Lieu de l'ERM Territoire de Rutshuru, zone de sante de Binza dans l'aire de santé de Nyakakoma

Contexte

Description de la crise

En référence à l'alerte 6135, l'aire de santé de Nyakakoma située dans le groupement de Binza, zone de santé de Binza, territoire de Rutshuru, province du Nord-Kivu, constitue à la fois un lieu d'accueil pour des familles déplacées et une zone de retour pour les ménages originaires ayant auparavant fui vers les villages jugés plus sécurisés. Selon les sources locales, une première vague de déplacement estimée à environ 92 ménages a eu lieu entre Juin et Juillet 2025, à la suite des affrontements successifs entre les éléments du M23 et la coalition FDLR- Mai Mai dans les localités de Kiseguro, Kateguro, Kihito, Kasave, Nyabanyira. La seconde vague d'à peu près 664 ménages de Septembre 2025 à ces jours, concerne d'une part, des familles venues de la côte ouest du lac Edouard, fuyant les affrontements entre les M23 et les groupes des Mai Mai dans les villages de Lunyasenge, Taliha, Kamandi, Mwirimbo, Musuku. D'autres part, les ménages qui ont fui les localités de Nyamilima, Kisharo, nyaruhangi... en raison des restrictions d'accès aux champs imposées par les M23 aux populations suspectées d'être des éclaireurs des FDLR et des Mai Mai. Ces crises ont profondément impacté la population touchée : des pertes en vies humaines ont été observées, la déscolarisation des certains enfants en âge scolaire, la perte ou vol des articles ménagers essentiels, perte des moyens de subsistance.

Concernant les ménages retournés, c'est depuis Août 2024 que les habitants de Nyakakoma avaient fui vers les villages voisins Katundu, Musenda; kyavinyonge, Musuku, ishasha, Mubana, Kanyabayonga, craignant des affrontement entre les M23 et la coalition Wazalendu, FDLR, FARDC, et Mai Mai, leur zone étant perçue comme un centre militaire stratégique. Par ailleurs, les leaders locaux contactés confirment qu'une minorité de la population, estimée à près de 212 ménages est restée sur place malgré la crise. A partir de Janvier 2025, un mouvement de retour d'environ 90% de la population soit 1910 ménages a été observé, motivé par les conditions de vie précaires en milieu de déplacement et le souci de reprendre la scolarisation des enfants en âge scolaire interrompu par la crise. Certains retournés ont trouvé leurs habitations en état de délabrement, leurs biens domestiques pillés et leurs équipements de pêche, principale source de revenus, perdus ou endommagés. Les informations recueillis lors des entretiens avec les IC et FG révèlent d'importantes vulnérabilités multisectorielles touchant à la fois les ménages déplacés et ceux récemment retournés. La situation en sécurité alimentaire est préoccupante. L'agriculture est impossible à pratiquer car la zone est une réserve naturelle protégée. La pêche, principale activité de subsistance, ne couvre pas tous les besoins de toute la population. Cette dépendance unique entraine une monotonie alimentaire, contribuant à la malnutrition observée chez certains enfants de moins de 5 ans. L'accès à l'eau et aux latrines est critique. Il n'existe aucun point d'eau aménagé dans la zone, ce qui oblige environ 80% de la population à consommer l'eau non traitée du lac, exposant ainsi les ménages à des fréquentes maladies hydriques. Les infrastructures sanitaires sont quasiment absentes : les rares latrines existantes sont éloignées et partagées par plus de 5 ménages, ce qui accroît les risques sanitaires. Concernant les abris et l'accès à la terre, aucun ménage ne possède légalement la parcelle qu'elle occupe, car la zone serait classée une réserve du parc de Virunga. Les habitations sont construites avec des matériaux précaires locaux difficiles à obtenir et en raison du manque d'espace, plusieurs familles vivent dans les abris exigus où filles, garçons et parfois même les animaux partagent une même pièce (sans aucune intimité). Les opportunités de travail occasionnel sont rares et faiblement rémunérées. En outre, l'accès aux AME est limité, faute de moyens financiers et des AGR. Dans le secteur de l'éducation, certains enfants en âge scolaire sont en dehors du système scolaire. Bien que l'enseignement soit sensé être gratuit, des frais de 20000fc sont exigés, ce que les parents des déplacés et retournés ne peuvent pas assumer. Au regard de l'ensemble de ces vulnérabilités et en l'absence des acteurs humanitaires engagés dans la zone depuis le début de la crise, à l'exception de l'ONG ALIMA en santé, une réponse urgente s'impose car cette crise semble être oubliée. La pression démographique des déplacés sur la communauté hôte et les retournés est de 31.29%.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	EH6135	EH6135	EH6135
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/07/2025	15/08/2024	01/06/2025
Date de fin de crise	01/08/2025	En cours	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	2122	2444	2878
Taille moyenne ménages	6.2	6	6
Accès physique	Voiture		
Accès sécuritaire	Motos, Land Cruiser		
Présence de la MONUSCO	NON		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Arrestations arbitraires, travaux forcés		
Couverture tél.	Vodacom : 90%	Vodacom 90%	Vodacom: 90%

EM: Enquêtes ménages ; **IC:** Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Les informations reçues des IC et dans FG renseignent que des nombreuses violations ont été perpétrées dans les zones d'origine et dans les zones de déplacement. Parmi les plus graves figurent: des exécutions sommaires, des déplacements massifs de la population, des violences sexuelles touchant aussi bien les femmes adultes et mineures, la perte des moyens de subsistance, la restriction d'accès aux terres agricoles, des arrestations arbitraires ainsi que l'interruption de la scolarité pour certains enfants en âge scolaire.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	20%	18%
6-17 ans	23%	23%
7 mois-5 ans	7%	6%
0-6 mois	1%	1%
Total	51%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	97%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	1%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	756				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	0%	15%	-	84%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	11%	-	42%	-	47%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	7%	47%	-	-	46%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	42%	-	-	-	58%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	82%	-	13%	-	5%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	100%	-	0%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	7%	34%	54%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	55%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	5%	27%	37%	31%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	1%	0%	1%	93%	40%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	1%	-	99%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	1%	2%	20%	34%	40%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	44%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	0%				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	88%	-	-	-	11%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	89%	-	-	-	11%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	100%	-	0%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	28%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

L'insécurité persistante dans les localités de Kateguro, Kiseguro et Kihito pourrait entraîner des nouveaux mouvements de population vers la zone. De plus l'absence des acteurs humanitaires pour apporter une assistance d'urgence risque d'aggraver la vulnérabilité des communautés, en accentuant la pauvreté. Par ailleurs, la consommation d'eau non potable et le manque des infrastructures d'hygiène adéquates exposent la population à un risque élevé d'épidémie.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)
Vouchers / foires
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)
Autre

(% de ménages)
68%
58%
32%
50%
4%
2%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire
Nourriture
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)
Abris
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)
EHA (eau, savon, latrines, etc.)
Santé
Education
Protection (y compris la sécurité)
Cohésion sociale et consolidation de la paix
Communication
Moyens financiers (cash)
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée) ³
Fréquence max. possible: 31

0
31
3
0
3
11
24
2
15
0
0
0
4
0
0
0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

L'évaluation rapide multisectorielle a été menée suite à l'alerte EH6135 ayant concerné l'aire de sante de NYAKAKOMA. Pour améliorer la précision et la représentativité des données, l'aire de sante a été désagrégée en villages/localités, ce qui a permis de mieux refléter les réalités démographiques et la distribution des populations affectées. Les outils ERM utilisés comprenaient les informateurs clés sur le terrain (échantillonnage aléatoire simple, stratification par statut de déplacement), les groupes de discussion communautaire (échantillonnage raisonné, stratification par sexe) et les enquêtes ménage (aléatoire simple). En revanche, la revue de données secondaires, les informateurs clés à distance n'ont pas été retenus. Au total, 105 enquêtes dans les ménages , 10 Interviews avec les informateurs clés et 6 discussions communautaires ont été réalisées, renforçant la triangulation des données. L'échantillon, calculé sur la base de 2122 ménages répartis dans les villages, a été ajusté sur le terrain pour refléter les écarts constatés entre estimations et réalité. L'application des pondérations a permis de corriger ces déséquilibres et de garantir la représentativité statistique des résultats, assurant ainsi la fiabilité de l'analyse multisectorielle produite.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Oui	-	-	Indicatifs
IC distance	Oui	Raisonné (choisi)	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	Statut de déplacement (PDI, retour)	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Oui	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	13/11/2025	13/11/2025	13/11/2025
Date de fin de l'enquête	14/11/2025	14/11/2025	14/11/2025
Organisation	NRC	NRC	NRC
Mission inter-agence/inter-organisation?	Non	Non	NON

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
MAJENGO	435	21	7	2
MANGAMANGA	215	11	1	1
BAGOTI	342	17		1
CHARMANT	211	10		1
KABILA	399	19	1	
NDABISHOBOYE	520	25	1	1

Total	-	2122	103	10	6
-------	---	------	-----	----	---

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	34%	18%	
■ Retournés	43%	46%	
■ Communauté hôte / autochtones	24%	35%	
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Analyse des mouvements de population

Dans la zone évaluée, la présence des personnes déplacées a été signalée, répartie en deux grandes vagues de déplacement. La première est intervenue entre fin Juin et juillet 2025. On estime à environ 92 ménages le nombre des déplacés encore présents dans la zone pour cette première vague originaire de localités telles que Kiseguro, Kateguro, Kihito, Nyamirima. Ce déplacement faisait suite aux affrontements répétés entre le M23 et la coalition FDLR-Mai-Mai. La seconde vague, estimée à environ 664 ménages, a eu lieu à partir de septembre 2025. Ces déplacés fuyaient, d'un côté, les combats entre le M23 et les groupes Mai Mai vers la côte ouest du lac Edouard précisément dans les localités de Lunyasenge, Taliha, Kamandi, Mwirimbo et d'un autre côté, la restriction d'accès aux champs imposée par les acteurs armés aux population suspectées d'être des éclaireurs des autres acteurs armés considérés comme ennemis. La population autochtone qui s'était déplacée vers le mois d'Août 2024, aurait commencé à retourner timidement vers le mois de décembre 2025. Un retour massif de la population aurait été observé en Janvier 2025, avec environ 90% des ménages, soit près de 1 910 ménages déjà revenus dans leur zone d'origine. Ce retour aurait été motivé par l'inadaptation aux conditions de vie dans les zones de déplacement, le souci de réintégration des enfants dans le système scolaire, ainsi que par une accalmie relative constatée dans leur zone d'origine.

Depuis leur arrivée dans la zone, les ménages déplacés et retournés n'ont jamais été assistés par les acteurs humanitaires à l'exception de ALIMA qui assure la prise en charge des soins de santé primaires pour l'ensemble des déplacés et des retournés. L'ONG ALIMA apporte également un appui en nutrition, renforce les capacités du personnel et prend en charge leur motivation. Tous les cas nécessitant une prise en charge spécialisée sont référés aux structures d'Ishasha et Nyamilima.

En ce qui concerne les résidents, seuls les enfants de 0-5ans, les femmes enceintes et allaitantes sont prises en charge. Les déplacés rencontrés lors des focus group ont affirmé que leur retour dans les zones d'origine dépendra du rétablissement effectif de la paix.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	716	449
Retournés	903	1128
Communauté hôte / autochtones	503	867
Réfugiés	0	0
Rapatriés / expulsés	0	0

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

2122 2444

Taille moyenne des ménages (EM)

6.2 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

76% 182%

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

(Réponse IC majoritaire)
37% quelques-uns (moins de la n

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

793 -

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	756
Retournés	1910
Communauté hôte / autochtones	2122
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	2878

Statistiques des déplacés et autochtones/ retournés réparties par quartiers

Quartiers	Démographie population:Retournés et Déplacés (Ménages)	Déplacés vague de juin à juillet 2025	Déplacés , vague de septembre à ce jour	Population totale
MAJENGO	435	19	124	578
MANGA MANGA	215	16	110	341
CHARMANT	211	13	100	324
BAGOTI	342	12	109	463
NDABISHOBOYE	520	11	90	621
KABILA/MBURANO	399	21	131	551
TOTAL	2122	92	664	2878

Nutrition

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	1	33%	0	0%	1	5%
>125 mm	2	67%	16	100%	18	100%
MAG	1	33%	0	0%	1	5%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	1	21%	0	0%	1	5%
115-125 mm	1	27%	1	8%	2	13%
>125 mm	2	52%	11	92%	13	82%
MAG	2	48%	1	8%	3	18%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	1	12%	0	0%	1	2%
115-125 mm	2	29%	1	4%	3	9%
>125 mm	4	59%	27	96%	31	89%
MAG	3	41%	1	4%	4	11%

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	0	0%
185-230 mm	0	0%
>230 mm	9	100%
MAG	0	0%

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	4	2	4
115-125 mm	0	0	0
MAG	4	2	4

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	6	2	6
115-125 mm	1	1	1
MAG	7	3	7

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	10	4	10
115-125 mm	1	1	1
MAG	11	5	11

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	1
185-230 mm	1
MAG	2

Analyse Nutrition

Les résultats de la mesure du périmètre brachiale (PB), effectué auprès des enfants de 6 à 59 mois lors des enquêtes ménage révèlent la présence de 4 cas de Malnutrition Aigüe Modérée dont 1 garçon et 3 filles soit un taux global de 18%. Aucun cas de malnutrition n'a été identifié pendant les enquêtes ménage chez les femmes enceintes et allaitantes. Par contre 1 cas de Malnutrition Aigüe Sévère et 1 cas de Malnutrition Aigüe Modérée, ont été enregistrés dans la structure au cours du mois d'octobre. Un total de 16 cas de malnutrition parmi lesquels 14 cas de Malnutrition Aigüe Sévère et 2 cas de Malnutrition Aigüe Modéré ont été enregistrés dans la structure. Les facteurs socio-économique notamment l'insécurité alimentaire persistante (indisponibilité des vivres dans la zone où tout provient de l'extérieur) et les pratiques alimentaires inappropriées (monotonie alimentaire) suite au faible revenu de la population car tout s'achète. Aucune activité agricole n'est pratiquée dans la zone. La présence de ALIMA dans la zone avec un paquet de prise en charge des cas des malnutritions va résoudre cette problématique

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		24	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	13%	10	
Agriculture de subsistance	0%	0	
Agriculture de rente	0%	0	
Activités de pêche	35%	21	
Activités de chasse / cueillette	1%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	41%	14	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	5%	0	
Autre	4%	2	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	7%	-	
Non	93%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)		Pas pertinent pour ce contexte	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)		Non consensus	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	59%	-	
Non	41%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	5%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	73%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	2%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)		Non	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	58%	24	
Non	42%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	24	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 24	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	3%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	5%	-	
Marché	29%	-	
Travail pour de la nourriture	10%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	27%	-	
Achat auprès d'un voisin	4%	-	
Petit commerce	40%	-	
Vente de braises/charbon, etc	34%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	9%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	13%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	1%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	2%	-	
Autre	12%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves		84%	5
1-2 semaines		15%	3
3-4 semaines		0%	
Plus de 4 semaines		1%	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	2	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	11%	11%	1
Limite (>28)	42%	42%	3
Pauvre (≤28)	47%	47%	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	7%	7%	1
Sous pression (<19)	47%	47%	3
Crise / urgence (≥19)	46%	46%	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les données issues des évaluations, révèlent une insécurité alimentaire persistante dans l'aire de santé de Nyakakoma. Une grande majorité des ménages, estimée à plus de 47%, ont un score de consommation alimentaire pauvre.

La population de Nyakakoma ne pratique pas l'agriculture car située dans le parc de Virunga et d'office soumise à la réglementation de l'ICCN pour la conservation de l'écosystème. Cette restriction affecte l'alimentation des ménages, qui sont plongées dans une monotonie alimentaire (patte de manioc-haricot ou rarement le poisson) sans diversité d'autres aliments.

A ce jour, la faim est importante dans la zone. Enfants comme adultes prennent difficilement 2 repas par jour et recourent de plus en plus aux stratégies de survie négatives, comme la consommation des repas moins préférés parce que moins chers, la diminution de la portion des adultes en faveur des enfants, ...

Les femmes, faute d'alternatives, rejoignent les femmes autochtones dans la collecte de bois mort, deux fois par semaine, en parcourant une distance entre 6 et 15 km à travers le parc de Virunga.

Cette activité, rémunérée à peine 5 000 FC le fagot, expose les femmes à de nombreux risques, notamment les attaques d'animaux sauvages le long du trajet, parfois le viol orchestré par les braconniers.



Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		20	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	22%	-	
En famille d'accueil	7%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	20%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	50%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM ⁶ , IC ²)			
Maison (construction durable)	7%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	86%	20	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	3%	4	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	5%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Aucun(e)	
Promiscuité dans les abris (EM)			Sévérité
Oui	55%	-	3
Non	45%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	3%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	17%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	17%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	46%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	6%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	1%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

Analyse Abris

Selon les données recueillies auprès des IC et nos observations sur place, la terre n'appartient pas à la population locale. Elle est une propriété privée du Mwami et située sur une réserve naturelle du parc. Le Mwami aurait conclu un accord avec les gestionnaires du parc à travers lequel il attribue des parcelles à des particuliers sans fournir des documents officiels ni acte de vente, ce qui indique que ces terrains sont mis en location. Les parcelles attribuées sont très exiguës et empêchent les habitants d'y aménager des latrines à proximité de leurs habitations, faute d'espace suffisant. Les résultats des enquêtes révèlent que 55% de ménages interrogés vivent dans des conditions de promiscuité. Parents et enfants partagent la même pièce pour dormir, certains tentant de créer un semblant de séparation à l'aide d'un rideau. Ces conditions limitent fortement l'intimité au sein des foyers. 46% des ménages enquêtés vivent dans des maisons non durables et délabrées. Cela s'explique par le fait que la zone étant une réserve du parc de Virunga, les constructions en dur y sont interdites. 17% de population vivent sur les parcelles louées, tandis que 17 autres occupent des maisons dont elles ne sont pas propriétaires. Cette situation traduit un niveau de sévérité 3, correspondant à une situation pauvre..

Articles Ménagers Essentiels (AME)

		EM	IC	Sévérité
		(% de ménages)		
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)				
Oui		30%	-	
Non		51%	-	
Ne sait pas		2%	-	
Ne se prononce pas		17%	-	
Score card AME				
< 1		0%	-	1
1 – 1.9		5%	-	2
2 – 2.9		27%	-	3
3 – 3.9		37%	-	4
4 – 5		31%	-	5

Analyse AME

Les données issues de des enquêtes effectuées dans les ménages révèlent une situation inquiétante en matière d'accès aux articles ménagers essentiels. En effet, 68% des ménages consultés présentent un Score Card AME critique avec un niveau de vulnérabilité élevé (sévérité 4 et 5), représentant un niveau de vulnérabilité inquiétant pour ces ménages en situation de crise. Cette problématique s'explique par la fuite précipitée des ménages déplacés et retournés de leurs milieux d'origine. Beaucoup de ces ménages n'avaient pas la possibilité d'emporter leurs biens lors de la fuite. Et d'autres qui avaient réussi à fuir avec quelques biens, ont été contraints de les vendre pour subvenir à leurs besoins ménagers. Par ailleurs, 51% des femmes en âge de procréation vivant dans ces ménages, déclarent ne pas utiliser les kits d'hygiène intime, principalement faute des moyens financiers pour s'en procurer, les exposant ainsi à des infections.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		22	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	1	
Puits à pompe / forage	-	1	
Puits creusé aménagé	-	1	
Source naturelle aménagée	-	1	
Source naturelle non-aménagée	-	1	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	92	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	47	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	137	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	4%	-	1
Source non-améliorée	2%	-	3
Eau de surface	93%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	44%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	98%	-	
De 31 minutes à 2 heures	0%	-	
Plus de 2 heures	2%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	20%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	3%	1	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	0%	0	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	0%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	1%	0	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	9%	0	
L'eau est trop chère	27%	10	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	41%	4	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	54%	12	
Autre	23%	15	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		22	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	0%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	0%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	1%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	0%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	0%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	1%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	93%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	40%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	1%	-	3
Non	99%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Non consensus	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	62%	-	
Non	38%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	2%	-	
Non	98%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	14	
Eau stagnante	-	0	
Déchets solides domestiques	-	18	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	6	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		22	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	1%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	2%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	20%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	34%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	40%	-	5

Analyse EHA

Le taux de diarrhée de 44% chez les enfants de moins de 5 ans est consécutif à l'utilisation des eaux du lac pour les différents besoins. Il faut noter que le lac est la source principale d'approvisionnement en eau, ce qui justifie les 93% de la population utilisant l'eau des surfaces. Il s'avère que la chloration n'est pas régulière dans la zone bien que quelques points de chloration soient installés sur les différents lieux de puisage. Par manque de motivation, les agents de la Croix Rouge RDC ne sont pas disponibles tous les jours. L'eau de boisson amenée (importée) à partir de Nyalusenge et de Ishasha par des pirogues et sur vélo n'est pas accessible à cette population avec un faible revenu car elle coûte chère, 2000FC par bidon de 20 litres. Hormis la problématique de l'eau, la population n'a pas accès à une latrine hygiénique. Les quelques latrines disponibles sont surutilisées et sont moins hygiéniques exposant ainsi la communauté à plusieurs maladies. 60% des ménages enquêtés se partagent une latrine à plus de 4 ménages et 40% font la défécation à l'aire libre c'est à dire dans la brousse (parc) avec le risque d'être attaqué par des animaux fouettés par les militaires. Actuellement les autorités militaires ont interdit la défécation dans le parc, ce qui fait que les quelques latrines disponibles sont débordées. Quelques mésententes entre les communautés sont déjà enregistrées à la suite du partage des latrines. Les dispositifs de lavage des mains, les douches, les trous à ordures sont quasi-inexistants. Aucun acteur Wash n'est présent dans la zone.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

22

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	78%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	7%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	14%	-
Autre	1%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	79%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	7%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	15%	-
Autre	0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)


Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	100%	-
Entre 1 heure et 2 heures	0%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	22
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		22	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	8	
Manque de médicaments	-	8	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	22	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	44%	-	3
Fièvre	64%	-	
Toux	20%	-	
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	20%	-	
Non	34%	-	
Ne sait pas	1%	-	
			
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :			
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)			
Paludisme	127	84	
Infection Respiratoire Aigue	28	0	
Diarrhées aiguës	3	3	
Typhoïde	0	12	
Malnutrition aigue globale	6	5	
Rougeole	0	0	
Choléra	0	0	
Fièvre jaune	0	0	
Fièvre hémorragique	0	0	
Autre	0	85	
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque grave	
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque grave	
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)		Oui, un peu	

Analyse Santé

La plupart de la population fréquentent la structure sanitaire, ce qui explique le taux de 78% de ménages ayant recouru à la structure de santé. 14% préfèrent recourir à l'automédication par manque des moyens financiers. Notons tout de même que le problème d'insolvabilité a été invoqué par les responsables de la structure et le faible revenu de la population en est la cause. Les femmes préfèrent aller à Ishasha pour les accouchements comme la structure sanitaire de la place n'a pas une salle d'opération. La plupart des femmes n'attendent plus qu'on les transfère, elles préfèrent y aller 1 mois avant. La structure est physiquement accessible, comme elle se situe au centre du village.

Le Paludisme, la typhoïde, les diarrhées, les IRA, la malnutrition aiguë, sont les maladies les plus courantes dans la zone chez les enfants de moins de 5 ans comme chez les adultes. Le paludisme vient en tête avec 84 cas confirmé pour le seul mois d'octobre 2025. Le taux élevé des cas du paludisme s'explique par le fait que la moustiquaire n'est pas utilisée dans les ménages. La diarrhée et la typhoïde s'expliquent par l'utilisation des eaux insalubres mais également par la défécation à l'aire libre. Le taux de 44% des diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans en est la preuve.

D'après les IC et autres interlocuteurs, la promiscuité dans les ménages serait la cause majeure de plusieurs maladies parmi lesquelles les IRA qui apparaissent sur la liste des maladies courantes. Les IST et le VIH sont parmi les maladies fréquentes dans la zone. La présence de l'organisation ALIMA dans la zone va soulager cette population dépourvue des moyens financiers.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		21	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	11%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	11%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	2	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	8	-	
Nombre total de personnes âgées	2	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	8	6	8	6
Meurtre	0	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	4	2	2	1
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	0	6	0	4
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	2	2	4
Violences conjugales	0	2	0	2
Séparation des familles	2	2	3	5
Pillage / vol / cambriolage	9	7	4	2
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	0	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	2	0	0	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	4	0	2	2
Autre	0	2	2	2
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	5%	-
Déni d'accès à des services	2%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	1%	-
Travail forcé	5%	-
Pas de cas dans le ménage	88%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	5%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	0%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	1%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	95%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	2%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		21	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	76%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	18%	-	
Viol	3%	-	
Agression sexuelle	4%	-	
Violence physique ou harcèlement	3%	-	
Mariage forcé	2%	-	
Déni d'accès à des services	0%	-	
Abus psychologique / émotionnel	1%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	11	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	10	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	6	
Accapement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	2	
Augmentation du coût du loyer	-	2	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	4	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	7	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	2	
Autre	-	4	

Analyse Protection

Dans ce contexte de déplacements et de retours croissants, la protection des personnes demeure une priorité humanitaire. Les données font état de situations préoccupantes au sein des ménages et de la communauté hôte. Des enfants non accompagnés ont été accueillis dans plusieurs quartiers, bien que leur nombre exact reste inconnu. Les services de protection sont quasi inexistant, à l'exception du centre de santé de Nyakakoma, ce qui complique la prise en charge des cas les plus vulnérables. Des personnes en situation de handicap, adultes et enfants, ont également été signalées, nécessitant un accompagnement spécifique. Les incidents varient selon le genre : les hommes sont confrontés à la violence physique, au travail forcé et aux arrestations arbitraires, les femmes subissent des violences sexuelles et des mariages forcés. Les agressions et le harcèlement sont fréquents. Les tensions foncières liées à la rareté des terres et aux occupations secondaires, alimentent les conflits. Aucun incident lié aux restes explosifs de guerre n'a été rapporté. Les préoccupations de protection diffèrent aussi selon les groupes : les hommes adultes font face aux vols et au travail forcé, les femmes à la violence sexuelle et conjugale, et les enfants aux séparations familiales, à la noyade et aux mariages précoces.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		30	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	100%	-	1
Plus de 1 heure	0%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	4%	-	
Non	96%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	22	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	18%	-	
Filles (Primaire)	22%	-	
Garçons (Secondaire)	36%	-	
Filles (Secondaire)	33%	-	
Total	28%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	85%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	0%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	4%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	11%	-	

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
Elles / Ils doivent travailler à la maison
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
Mariage précoce / mariage forcé
Grossesse précoce
Faim
La route pour aller à l'école est trop dangereuse
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)

Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
L'école est trop loin
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée)³

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
8	8
12	16
4	0
4	4
0	0
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	82%
Avant la crise	-	89%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	89%
Avant la crise	-	91%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	47.6
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	55

Analyse Education

Les indicateurs du secteur éducation révèlent que malgré la vulnérabilité dans la zone, 100% des enfants des ménages enquêtés accèdent à une école primaire fonctionnelle en moins d'une heure. Les informateurs clés ont reconnu la proximité de ces établissements aux domiciles des ménages. Cependant, la scolarisation a été impactée par la crise. Le taux de fréquentation à l'école primaire était de 89% avant la crise, il est actuellement est de 82% pour des enfants déplacés et ceux des ménages hôtes et des retournés. Le taux de non-scolarisation chez les enfants de 6 à 11ans au cours de 14 derniers jours est de 18% pour les garçons et 22% pour les filles. Au vu de ces indicateurs, on constate que l'accès à l'éducation demeure un défi dans la zone. Bien que la gratuité scolaire soit officiellement reconnue, certains enfants en âge scolaire ne fréquentent pas l'école ou sont en dehors du système scolaire. Les parents doivent encore verser une contribution trimestrielle de 20000FC, une somme difficilement accessible pour les parents déplacés et retournés, dépourvus de ressources. En plus des barrières financières, des contraintes socioculturelles freinent également la scolarisation des filles, souvent reléguées aux tâches domestiques ou chargées de s'occuper de leurs jeunes frères et sœurs au détriment de l'éducation. Ce qui justifie le 22% des enfants filles non scolarisé pendant les enquêtes ménages. Le manque d'intérêt des enfants eux même qui préfèrent se tourner vers un gain rapide en s'engageant dans les activités de pêche pourrait être également une des causes, surtout pour les garçons. En outre, Certains parents ne savent pas prioriser l'éducation, suite à l'extrême pauvreté qui existe dans la zone

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		31	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)²			
Pas d'aide reçue	97%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	1%	3	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	1%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC)²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	31	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	3	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	3	
AME	-	11	
EHA	-	24	
Santé	-	2	
Education	-	15	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	4	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)²			
Cash physique (en espèces)	68%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	58%	-	
Vouchers / foires	32%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	50%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	4%	-	
Autre	2%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	1%	-
Où recevoir l'assistance	60%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	60%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	5%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	45%	-
Comment donner son feedback	17%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	6%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	1%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	8%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	2%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	40%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	57%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	6%	-
SMS	10%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	19%	-
Crieurs publics avec mégaphones	30%	-
Au travers des leaders communautaires	24%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	12%	-
Organisations / comités de femmes	1%	-
Autorités locales gouvernementales	5%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	49%	-
Boîte à plaintes	18%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	53%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	4%	-
SMS	8%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	4%	-
Crieurs publics avec mégaphones	6%	-
Au travers des leaders communautaires	26%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	4%	-
Organisations / comités de femmes	2%	-
Autorités locales gouvernementales	3%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les ménages expriment une nette préférence pour une assistance en espèces, notamment en cash physique et par transfert électronique. L'aide en nature reste également valorisée, tandis que les services spécialisés comme la protection juridique ou les soins médicaux sont peu sollicités.

Les besoins les plus pressants concernent la nourriture, l'eau et l'hygiène, les articles ménagers essentiels et l'éducation. Pourtant, la grande majorité des ménages n'a reçu aucune aide depuis le début de la crise, révélant une forte insuffisance dans la réponse humanitaire.

Aucun appui en cash inconditionnel, en nourriture ou en abris n'a été rapporté, malgré leur importance dans les besoins exprimés.

Ce décalage entre les attentes, les besoins et l'assistance réellement fournie appelle à une réorientation urgente des interventions vers des modalités plus pertinentes et une couverture plus inclusive.

Conclusions générales et commentaires

L'ERM menée dans le cadre de l'alerte 6135 a mis en lumière d'importants besoins humanitaires tant chez les ménages déplacés que ceux des retournés. Les ménages déplacés ont fui précipitamment, laissant derrière eux leurs biens et perdant leurs moyens de subsistance. Disposant d'une ressource financière très insignifiante, ils peinent à accéder aux vivres dans leur zone d'accueil. L'insécurité dans les zones d'approvisionnement en vivres, limite l'accès à la nourriture, ce qui explique que 47% des ménages enquêtés présentent un score alimentaire pauvre. Pour survivre, les ménages déplacés ainsi que les retournés dépendent de la collecte des bois de chauffage, une activité qui expose particulièrement les femmes à des risques de violences sexuelles, en raison de l'éloignement des sites de collecte. Les autres activités journalières disponibles sont peu fréquentes et généralement faiblement rémunérées. En plus, l'accès aux AME reste restreint en raison du manque des ressources financières et de l'absence des activités génératrices des revenus. Dans le domaine de l'éducation, la gratuité scolaire reste en grande partie théorique.

En ce qui concerne l'accès à l'éducation, les élèves doivent verser une contribution de 20000fc par trimestre, un montant difficile à réunir pour les parents sans revenu stable, auquel s'ajoutent les frais liés à l'achat de fournitures scolaires. Cette situation constitue l'une des principales causes de la non scolarisation des certains enfants en âge scolaire.

L'accès à l'eau potable et aux infrastructures hygiéniques demeure préoccupant. Il n'existe aucun point d'eau aménagé dans la zone et près de 80% de la population s'approvisionnent dans le lac Edouard, une source potentielle des maladies d'origine hydrique. Cela justifie les 44% des cas de diarrhée observés dans les ménages au moment de l'enquête. Les latrines hygiéniques sont quasiment inexistantes et lorsqu'elles sont disponibles, elles sont généralement partagées par plus de 5 ménages, ce qui explique que 60% de ménages enquêtés utilisent une même latrine, tandis que les autres pratiquent la défécation à l'aire libre.

Concernant le secteur abris, 55% des ménages enquêtés vivent dans une promiscuité car les maisons sont trop étroites, obligeant les enfants filles et garçons de passer la nuit ensemble, parfois même dans la même pièce avec les animaux domestiques.

En termes de priorité, les besoins exprimés par la population déplacée lors des groupes de discussion incluent: l'accès aux vivres, à l'eau potable, aux infrastructures sanitaires, aux AME ainsi qu'aux abris. Pour les retournés, les principaux besoins concernent : l'eau, les infrastructures sanitaires, les vivres et les AME.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.

2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.

3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.

4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limite » et > 42 pour une consommation « acceptable ».

5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limite » et > 19 pour une situation « pauvre ».

6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".

7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.

8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).

9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: